

Un Forum sur les droits des femmes qui exige du concret

Sale temps pour les droits des femmes, menacés par les conservatismes. Le Forum Génération Égalité de l'ONU veut remobiliser toutes les énergies positives. Et les Etats sont priés de passer des discours aux actes.

VÉRONIQUE KIESEL

Entendre la vice-présidente américaine Kamala Harris affirmer que les USA sont à nouveau engagés dans la lutte pour les droits des femmes, élément clé « du renforcement d'une démocratie menacée ».

Assister à un émouvant passage de témoin entre Hillary Clinton, pilier du Forum de Pékin en 1995, et la très jeune (17 ans) mais très déterminée Julieta Martinez, militante féministe chilienne qui a pris la parole au nom de toutes les jeunes filles en lutte pour leur dignité, invisibles et isolées.

Voir la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen rappeler qu'elle travaille à un texte ajoutant les violences envers les femmes dans la liste des « eurocrimes ».

Même si c'était par visioconférence, toutes les personnes qui défendent l'égalité femmes-hommes ont dû apprécier ces instants, extraits de la cérémonie d'ouverture du Forum Génération Égalité ce mercredi à Paris.

Jusqu'à vendredi, la capitale française sera en effet aussi celle des droits des femmes : 25 ans (plus un an, en raison de la pandémie) après le Forum de Pékin, l'ONU, en collaboration avec les gouvernements français et mexicain, y organise en effet cette conférence. Avec une mission : élaborer un plan d'accélération mondial pour l'égalité des sexes. Et un modèle : la COP 21 qui avait, en 2015, débouché sur un accord juridiquement contraignant sur les changements climatiques.

De 189 à 68 Etats

Mais si en 1995, 189 Etats s'étaient réunis dans la capitale chinoise pour adopter une plateforme d'action en 12 points, ils ne sont plus que 68 à participer au Forum de Paris. Tous les pays ont évidemment été invités, mais à la condition, comme l'explique la Française Elisabeth Moreno, ministre déléguée à l'Égalité femmes-hommes « qu'ils prennent un engagement ferme, programmatique, législatif ou financier ». Et visiblement, cette obligation en a freiné beaucoup.

Car les temps sont durs pour les droits des femmes. « On n'est plus sûrs du tout que les 189 Etats qui avaient adopté la plateforme de Pékin l'adoptent

aujourd'hui ! », s'inquiète Jocelyne Adriant-Metboul, présidente de la Coordination française pour le Lobby européen des femmes. « On fait face à un recul lié à la fois à l'ultraconservatisme politique et aux extrémismes religieux. Quand Erdogan se retire de la Convention d'Istanbul sur les violences faites aux femmes alors que la Turquie était le premier pays à l'avoir ratifiée, c'est très révélateur de ce qui passe en Europe et dans le monde. »

« Et l'actuelle pandémie a été l'occasion d'un recul terrifiant en matière des droits des femmes : abandon de l'école, hausse des mariages précoces et forcés et des grossesses adolescentes, aggravation de la pauvreté des femmes en raison de la paralysie de l'économie informelle », poursuit-elle. « Il y a des effets dévastateurs durables en matière d'égalité. Comme le disait Simone de Beauvoir, "il suffira d'une crise pour que les droits des femmes soient remis en question". On y est ! »

Comme l'a révélé le Forum économique de Davos, la pandémie a entraîné un retard de 36 ans en matière d'égalité des droits entre hommes et femmes sur tous les plans. Et elle n'est acquise dans aucun pays au monde.

Les gouvernements présents doivent donc se poser en pionniers pour agir concrètement, aux côtés du secteur privé et de la société civile.

Mais pour aller au-delà des jolis discours, il faut des moyens : le Collectif générations féministes, qui a lancé la campagne Stop talking, Start funding demande par exemple à tous les Etats de consacrer au moins 0,1 % de leur PIB à la lutte contre les violences de genre.



Ce dessin de Brice Tadé Tangou (Cameroun) a gagné le premier prix du concours mondial de dessins et BD organisé par l'ONU Femmes pour le 25^e anniversaire du Forum de Pékin.

© BRICE TADÉ TANGOU.

en Belgique Des petits pas contre la violence de genre

V.K.

Tous les Etats qui participent à ce Forum se sont donc engagés à adopter des actions extrêmement concrètes pour faire avancer les droits des femmes. Et la Belgique dans tout cela ?

Ce jeudi, la ministre des Affaires étrangères Sophie Wilmès (MR) devrait, dans le discours qu'elle va prononcer au Forum, annoncer que « la lutte contre la violence basée sur le genre restera une priorité pour la Belgique », alors que « la pandémie a créé un contexte d'augmentation des violences sexuelles, des intimidations, des violences en ligne ».

Porteur d'engagement

La Belgique s'est donc engagée à être un « commitment maker » (porteur d'engagement) dans la première des six coalitions d'action mobilisées pour le Forum, celle qui veut précisément lutter contre cette violence. (Les autres coalitions sont axées sur la justice et les droits économiques, les droits sexuels et reproductifs, féminisme et climat, technologie et innovation, leadership féministe.)

Sur le plan intérieur, le gouvernement De Croo va donc « renforcer encore les mesures de lutte, par l'élaboration du sixième Plan d'action national contre la violence basée sur le genre basé sur la Convention d'Istanbul, ainsi que d'un quatrième Plan d'action national

Femmes, Paix et sécurité ».

La Belgique s'engage aussi à renforcer son cadre normatif, et notamment à ratifier la Convention 190 de l'OIT (Organisation internationale du travail) relative à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail.

Notre pays s'était déjà engagé, de façon très générale, à intégrer la dimension de genre dans l'ensemble de ses politiques publiques. Et notamment, de façon beaucoup plus concrète, dans sa politique de coopération au développement lorsque Alexander De Croo était le ministre de tutelle de ce département.

Sophie Wilmès devrait annoncer que ce sera le cas aussi dans le Plan d'action nationale contre la traite des êtres humains, ou encore dans la nouvelle stratégie humanitaire.

Et côté financement ? Le gouvernement, promet Sophie Wilmès, continuera à soutenir ses engagements en finançant notamment ONU Femmes, le Fonds de l'ONU pour la population et l'Unicef.

Du neuf ?

Il s'agit certes d'engagements, mais qui s'inscrivent essentiellement dans la continuité. Le sixième Plan d'action nationale contre la violence basée sur le genre avait par exemple déjà été annoncé en décembre dernier. Et la ratification de la Convention 190 de l'OIT concerne un texte qui avait été adopté à Genève en juin 2019...



Statues monumentales de Mao, tourisme rouge, hotline pour dénoncer les « messages nihilistes » sur internet, le Parti communiste chinois est devenu une machine à réécrire l'histoire

Raphaëlle Bacqué

Grand reporter, présidente de la Société des rédacteurs du « Monde »



Aucune date ne serait accompagnée d'un risque zéro vis-à-vis du covid. Nous savons que nous ne pouvons tout simplement pas l'éliminer, nous devons vivre avec

Sajid Javid

Nouveau ministre britannique de la Santé



AUSSI SUR LE SITE



Carte blanche : « Du droit de recours, du contrat de formation et... du devoir d'étudier »

En fin d'année scolaire, de nombreux étudiants déposent des recours. Et ce n'est pas toujours à bon escient, explique Sophie Logjes, maître assistante en haute école, avec la contribution du groupe Resol (Réseau enseignement supérieur on line).

plus.lesoir.be